

# Mardi 5 février 2019

## le grand débat... sur le bitume !

**Pour répondre à l'urgence sociale, la CGT appelle à la grève le 5 février.**

Depuis de nombreuses années, les politiques menées au service du capital par les gouvernements successifs génèrent de fortes injustices sociales, territoriales et fiscales. La CGT n'a cessé d'alerter les pouvoirs publics, de mobiliser dans les entreprises et les services publics contre des réformes régressives et pour une autre répartition des richesses produites dans le pays...

Gouvernement et patronat sont restés sourds et sont responsables de la crise actuelle. Ce ne sont pas les mesurette récentes annoncées par le gouvernement en réponse au mouvement des gilets jaunes qui répondent aux urgences sociales. Les 57 milliards d'euros versés aux actionnaires des grandes entreprises démontrent l'ampleur des richesses créées par les travailleurs.

**Les mobilisations citoyennes des dernières semaines sont un encouragement à approfondir et élargir la lutte dans notre secteur. Il est indispensable de construire un rapport de force pour imposer la redistribution des richesses.** La CGT appelle les salarié·es, les agent·es, les jeunes comme les retraité·es, les privé·es d'emploi à se mobiliser ensemble par la grève et les manifestations pour obtenir :

- une augmentation du Smic, du point d'indice, de tous les salaires et pensions ainsi que des minima sociaux ;
- une réforme de la fiscalité : refonte de l'impôt sur le revenu lui conférant une plus grande progressivité afin d'assurer une meilleure redistribution des richesses et d'alléger le poids de l'impôt indirect (TVA, TICPE) pénalisant les salarié·es et les ménages, le paiement des impôts en France de grandes sociétés (ex. : GAFA), une imposition plus forte des plus hauts revenus et de la détention de capital ;
- le développement des services publics, partout sur le territoire, en réponse aux besoins de la population, avec des moyens suffisants en personnels pour un bon exercice de leurs missions ;
- le respect des libertés publiques tel que le droit de manifester remis en cause par le gouvernement.



Retrouvez en flashant ce code le « Véritable grand débat » organisé par la CGT !

### Et dans l'Enseignement Privé ?

- Les salaires des personnels de droits privés sont misérables. Pas ou peu de perspectives de carrière. Une convention collective réduite à peau de chagrin et des conditions de travail de travail de plus en plus difficiles ;
- Les salaires des profs sont parmi les plus bas en Europe, d'après l'OCDE. A l'exception d'une maigre augmentation il y a deux ans, ils sont bloqués depuis 2010 ! Les conditions de travail sont de plus en plus compliquées ;
- l'enseignement privé perd plus de 550 postes à la rentrée prochaine. Et ce n'est qu'un début : la réforme du lycée général et du lycée professionnel vont produire leurs effets d'ici 2 ans.
- l'Education Nationale est gérée comme une « charge » pour le budget de l'Etat, au lieu d'être traitée comme un investissement pour l'avenir. Pas étonnant dans ces conditions que les personnels soient aussi peu considérés, aussi peu reconnus.

**Allons-nous laisser faire encore longtemps ?**

**Vous connaissez le syndrome de la grenouille dans la marmite qui chauffe doucement. L'Education Nationale veut nous cuire à petit feu. Mettons la marmite en ébullition !**



**ma voix doit  
compter**